

Au-delà de la démocratie

La conformité qu'exige la démocratie pourrait contrecarrer notre désir ancestral de paix sociale. L'auteure suggère un nouveau modèle de prises de décisions qui accueille la diversité d'opinions.

Par **Rosalie Bertell**

Traduit par **Nathalie Colbert**

Imaginez que vous appartenez à un groupe dont environ 60 % des membres sont des amis intimes partageant une façon de penser similaire. Peut-être sont-ils allés ensemble à l'école ou font-ils partie du même club. Leur consensus s'établit souvent de manière informelle. Dans une structure favorisant la majorité, leurs idées et stratégies prévaudront toujours, alors que tous les

autres — les 40 % restants — devront se rallier ou quitter le groupe.

Se pourrait-il que le poids du nombre et la force physique n'aient jamais été la bonne façon de construire une société équitable?

Pourquoi avons-nous tant besoin d'en arriver à un accord pour ensuite nous conformer? Ce comportement viscéral semble issu d'une mentalité militariste qui exige une conformité stratégique. Ce que nous appelons la démocratie est simplement une façon plus large et probablement meilleure de parvenir à la

décision cruciale derrière laquelle on s'attend à ce que tous se rallient.

Bien que nous comprenions l'exaltation ressentie par les gens qui commencent à prendre part au processus démocratique après un long et pénible vécu sous un régime totalitaire, nous sommes également à même de constater que la démocratie en soi peut être despotique et oppressive. Une fois que la majorité s'est exprimée, on s'attend à ce que les dissidents soutiennent dorénavant les idées contre lesquelles ils avaient protesté. La culture dominante peut dicter toutes les règles, les groupes minoritaires se retrouvant incapables de communiquer leur vision des choses ou de faire respecter leur culture. Même près de nous, comment cela se passe-t-il dans les écoles et les salles de classe lorsque des minorités ont besoin de verbaliser leurs préférences?

Se pourrait-il que le poids du nombre et la force physique n'aient jamais été la bonne façon de construire une société équitable? Le temps est probablement venu d'envisager que les réactions unanimes et consensuelles ne conviennent plus. Il ne s'agit pas de remettre en question la manière de prendre les décisions importantes, mais plutôt la raison pour laquelle nous devrions tous nous conduire en fonction de ces choix.

Émerger de l'ère tribale

La recherche de la paix et le désir de vivre dans des conditions qui favorisent la prise de décision en communauté sont passés par de nombreuses phases et ont été alimentés par quantité d'espoirs et d'ambitions.

Très tôt dans l'histoire, les querelles familiales de l'ère tribale ont été mises de côté au bénéfice de la fondation des villes. Cela a marqué un tournant crucial dans le développement humain : la sécurité apportée par la famille élargie a cédé le pas à celle assurée par une société composée de personnes sans aucun lien de parenté. La tribu, ou famille élargie avait fourni jusque là la nourriture, le gîte, les vêtements, l'instruction, le travail, les soins médicaux

et les soins aux aînés. Dans les villes en formation, des gens sans aucun lien de parenté ont coopéré pour planifier et organiser les fonctions qui étaient auparavant remplies par la tribu. Afin de procurer une sécurité à tous, des forces policières et des armées ont été créées. Finalement, des écoles, des hôpitaux, des industries et d'autres services sociaux ont été mis en place pour répondre aux besoins de la société.

Malgré l'importance du rôle joué par les cités pour

faire cesser les querelles tribales, il est rapidement devenu évident que la guerre allait tout de même continuer de se répandre, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des murs. Les groupes ethniques minoritaires étaient souvent anéantis, et les rois bataillaient

afin d'agrandir leur territoire, d'obtenir des esclaves ou de combattre l'envahisseur.

Bien sûr, le désir de paix reste l'une des raisons principales expliquant le passage de la monarchie à la démocratie. Les gens espéraient que les gouvernements seraient moins enclins à entrer en conflit si le pouvoir de déclarer la guerre était réparti parmi plusieurs représentants élus démocratiquement. Cependant, cette stratégie a été ébranlée pendant l'ère nucléaire alors que la nécessité d'une réponse immédiate et rapide aux attaques a concentré de nouveau la puissance militaire entre les mains des chefs. Ironiquement, le désir d'éviter les hostilités a également été sapé par la démocratie elle-même : la suppression des minorités ethniques par la majorité est un problème qui se répercute dans de violents affrontements partout dans le monde.

Un autre rêve de paix, plus récent celui-là, voulait que si les femmes obtenaient le droit de vote, il n'y aurait plus de guerres. Cette prophétie ne s'est pas concrétisée elle non plus. En effet, au fur et à mesure que les femmes se défaisaient de leurs rôles traditionnels, elles ont exigé qu'on les autorise à se battre, puisque le service militaire volontaire est une mesure de paix inefficace. La force physique et le nombre de soldats, pertinents dans le combat au corps-à-corps du passé, ne sont plus des facteurs décisifs dans la façon dont on fait la guerre aujourd'hui.

Bien sûr, le désir de paix reste l'une des raisons principales expliquant le passage de la monarchie à la démocratie.



Deux visions du monde

Au moment d'entrer dans le 21^e siècle, il était évident que deux écoles de pensée se faisaient concurrence pour la domination du monde. La première, qualifiée de Nouvel Ordre mondial par l'ancien président des États-Unis, George W. Bush, reposait sur la brutalité et la force pour le maintien de l'ordre. Cette idéologie considérait l'être humain comme étant essentiellement égoïste et non coopératif, et estimait qu'il avait besoin d'attaques militaires ciblées afin de bien se comporter. Cette vision de l'avenir de la planète donne l'autorité à un tyran omniscient. Le but des violentes interventions est d'influencer les pourparlers dans l'intérêt des pays dirigés par ce même tyran. Une fois que tous sont réunis à la table de négociations, les idées qui s'imposent sont celles des plus « puissants » : soit la majorité, soit ceux qui possèdent l'armée la plus redoutable.

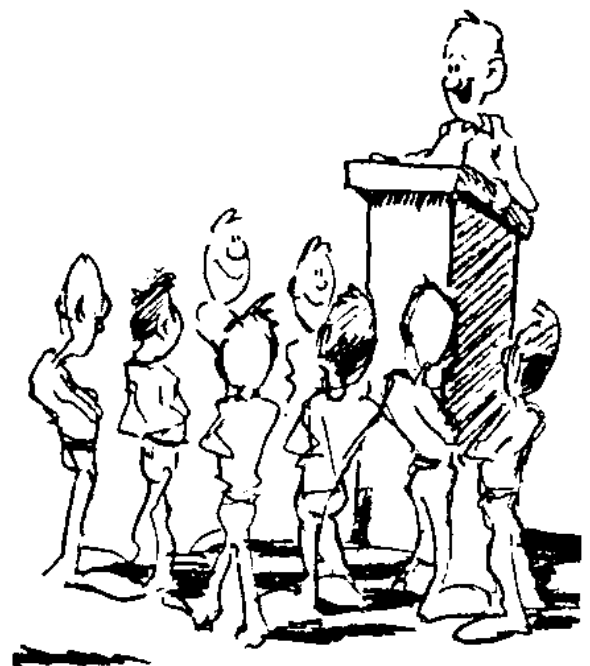
L'école de pensée privilégiant la contrainte et le châtement corporel a été remise en question comme façon d'élever les enfants, tout comme le fait de battre une femme a été rejeté comme manière de construire une bonne relation conjugale. Or la guerre du Golfe a constitué, à une plus grande échelle, la punition d'une nation. Ce n'était guère un outil de négociation avantageux pour le peuple du Moyen-Orient ni une stratégie convenable pour rassembler le village planétaire. Cependant, son attrait pour ceux exerçant le pouvoir physique était puissant, de la même façon qu'un parent incompetent recourt au châtement corporel ou que le conjoint incapable d'établir une relation mature enjoint l'autre à « coopérer » par la force.

La seconde idéologie en concurrence au tournant du millénaire reposait sur une vision du monde basée sur un réseau international de coopération, le développement d'un savoir-faire dans la résolution des conflits et le juste arbitrage des intérêts contradictoires. Elle ne niait pas la nécessité d'un contrôle policier afin de refréner les comportements individuels antisociaux. Cependant, elle considérait comme inacceptable l'anéantissement d'une famille ou d'une nation à cause de son leader. Si elle est réaliste, cette approche reconnaît également que ce ne sont pas tous les enfants qui deviennent des adultes coopératifs et responsables, que ce ne sont pas tous les mariages qui sont heureux et que ce ne sont pas tous les affrontements entre les peuples qui peuvent

être réglés de manière pacifique. Par contre, malgré certaines situations plus difficiles, des solutions judiciaires et temporaires peuvent être mises en œuvre avec un niveau acceptable de civilité et d'équité afin de minimiser les répercussions destructrices des conflits. Cela demeure une vision de collaboration et de respect mutuel qui ne serait pas possible si la prise de décision exigeait qu'on opte pour « tout ou rien », même si c'est au sein d'une démocratie.

Former un village planétaire

Il y a tout lieu d'être fier de plusieurs réalisations des Nations Unies : la Charte internationale des droits de l'homme, la Décennie de la femme, la Déclaration des droits de l'enfant et le travail de la Première Commission concernant le désarmement et la sécurité internationale. La maltraitance envers les enfants et le travail des enfants sont de moins en moins répandus. Il ne reste que les États-Unis pour s'opposer aux Nations Unies au sujet de l'interdiction de vente d'armes aux nations qui envoient les enfants à la guerre. Les réseaux que les femmes ont réussi à constituer ont atténué les effets du cycle des abus et du silence; ainsi, bien que le viol ait toujours été associé à la guerre, le tollé international contre le viol de femmes bosniaques a été sans précédent. La plupart des initiatives des Nations Unies n'ont compté que sur la coopération internationale. Il n'y a pas eu recours à la force. On a apporté de la visibilité aux



problèmes, et l'on s'est donné des forums pour discuter des solutions possibles.

Malgré ces succès, la guerre du Golfe du début des années 1990 a réduit à néant tout espoir que de réels progrès aient été faits dans la prévention des conflits internationaux. Seule une minorité de gens critiques aux États-Unis et aux Nations Unies ont analysé l'avidité et la soif de pouvoir ayant dominé la prise de décision à tous les niveaux. Cette minorité a été écrasée par la majorité, muselée aussi efficacement que si une dictature ou un autre régime totalitaire l'avait vaincue. Comment donc pouvons-nous aller au-delà des mécanismes démocratiques pour laisser de l'espace à ces minorités, pour entendre le prophète, la voix de la conscience et les sages de la société? Pourquoi réduisons-nous toujours au silence ceux qui prônent le bon sens et la survie?

Au-delà de la démocratie

Tout d'abord, nous devons reconnaître que nous utilisons actuellement un processus de prise de décision qui, une fois complété, exige que tous se rallient. C'est ce que j'appelle le « modèle militaire ». C'est celui qui est employé par les paroisses pour planifier une vente de pâtisseries, par le conseil scolaire pour rénover des écoles et par le gouvernement canadien pour prendre part à la guerre du Golfe. Les votes dans les organisations syndicales en sont un autre bon exemple : si la majorité veut déclencher la grève, tout le monde y va. La méthode est militaire en ce sens où tous s'entendent pour agir de concert afin d'atteindre un but. Toute la force de ce concept réside dans l'uniformité. Si la hiérarchie est rompue, l'objectif est manqué, tout comme dans une bataille.

Le modèle que je propose comme solution de rechange vient du camp de femmes pour la paix tenu à Greenham Common, en Angleterre, au milieu des années 1980. Il est basé sur la simple prémisse que des gens peuvent avoir un but consensuel tout en ayant de multiples méthodes d'atteindre celui-ci. Dans ce modèle, l'emploi d'un éventail d'actions, de styles

et de stratégies devient la façon optimale d'accomplir une vision commune. Voilà qui semble presque aussi chaotique qu'un écosystème ou une famille bien ordonnés, permettant d'éprouver un délicieux sentiment de liberté et de faire place aux heureux hasards, tout comme dans un foyer bien géré. Ce

modèle peut également être propice à la résilience, à une grande créativité et à une individualité donnant l'occasion de se démarquer de la masse.

Le modèle du consensus

Comment le modèle du consensus s'applique-t-il en milieu scolaire? Prenons l'exemple de l'objectif

suisant : identifier des actions que pourrait poser l'école face à la crise environnementale actuelle.

Étape 1

Demandez aux élèves de constituer de petits groupes et de suggérer des pistes quant aux actions à entreprendre. Ensuite, formez une large coalition qui choisira les meilleures propositions et en présentera quatre ou cinq à l'ensemble des élèves.

Étape 2

Après chaque présentation, permettez aux élèves d'en discuter. Les principes de base sont :

- Ne jamais se prononcer complètement pour ou contre la proposition (cela polarise l'échange et crée un esprit de compétition).
- Tous les commentaires doivent être formulés de cette façon : « Le plan semble vraiment bon sauf pour... » ou « Je ne suis pas à l'aise avec le plan, mais j'aime... »

Étape 3

Le groupe ayant présenté les propositions essaie de réagir à la discussion avec délicatesse. Une proposition révisée est amenée à l'ensemble des élèves sans qu'il y ait d'autres pourparlers ensuite.

Étape 4

Chaque élève a quatre grands morceaux de papier de couleur : vert, jaune, orange et rouge.

- **Vert** : Après que la proposition a été révisée, ceux qui l'aiment et qui ont l'intention d'aider à la mettre en œuvre se lèvent et brandissent leur carton vert. Les noms sont inscrits afin qu'on puisse les joindre plus tard, si le projet est accepté.
- **Jaune** : Ceux qui apprécient le plan, mais qui ne peuvent pas s'engager maintenant se lèvent avec leur carton jaune. Les noms sont notés en tant que sympathisants et peut-être aussi en tant que futurs travailleurs si le projet est accepté.
- **Orange** : Le carton orange est levé par les élèves qui se désistent. Ils n'aiment pas le projet et ne veulent pas coopérer ni participer à le mettre en œuvre. Cependant, ils choisissent de ne pas empêcher qui que ce soit de le faire.
- **Rouge** : Finalement, les élèves qui s'opposent fortement au projet et qui ne veulent pas que les autres le mettent en œuvre se lèvent avec leur carton rouge. Ils sont invités à expliquer leur position. Il suffit d'un carton rouge pour que le projet soit abandonné. Tout le monde a le droit de veto, qui ne devrait être utilisé que pour une bonne raison, et l'élève doit être prêt à expliquer celle-ci et à la défendre.

Les étapes 3 et 4 sont répétées pour tous les projets proposés. Il est probable que certains projets soient choisis par les élèves. Si cela n'arrive pas, remettez en question votre objectif ou reprenez à zéro. Même si un projet n'a qu'une minorité de cartons verts, il est acceptable, pourvu qu'il n'y ait aucun carton rouge. D'un autre côté, une grande majorité de cartons verts ne sauvera pas le projet même s'il n'est rejeté que par un seul carton rouge.

Oui, cela peut être fastidieux et frustrant. Mais quels sont les avantages de cette façon de procéder?

Vous aurez tout d'abord des propositions qui ne sortent pas beaucoup des sentiers battus. Les élèves



les plus créatifs auront tendance à utiliser leurs cartons orange et rouges. Mais à un certain moment, ils devront présenter des solutions de leur cru ou alors ils seront exclus des activités du groupe. La personne qui est contestataire a du pouvoir et une bonne plateforme si elle a quelque chose d'important à dire. Les idées des minorités peuvent être exprimées. La réputation de nul participant ne dépend d'une action concertée à laquelle il s'oppose fortement.

Le risque du processus est que vous pourriez vous retrouver à ne pouvoir aller de l'avant sur aucun projet parce qu'il y a toujours quelqu'un qui fait obstacle. Ce risque diminue avec le temps, car les attitudes valorisées sont la coopération et la participation réfléchie. Ceux qui utilisent le carton rouge finissent par devoir fournir une suggestion de remplacement. Vous évitez aussi le comportement invalidant qui apparaît lorsque tout le monde semble être d'accord pendant une réunion et que personne n'apporte son aide par la suite. Le processus divise les « oui » en trois catégories: (1) oui, et je vais aider; (2) oui, mais je ne suis pas en mesure d'aider; et (3) oui, allez-y, mais ne comptez pas sur moi. Dans notre système actuel, en réalité, il est difficile de savoir ce que « oui » veut vraiment dire.

Le processus respecte les choix individuels, et il n'y a pas de pression pour se conformer à la majorité. Si on revient à notre exemple des Nations Unies, quelqu'un aurait pu être en faveur de résoudre les tensions au Moyen-Orient, mais être contre la stratégie de la guerre du Golfe. Un accord sur les objectifs est manifestement plus profond et unificateur qu'un accord sur les actions et les tactiques, mais nous devons aussi travailler ensemble pour développer des actions appropriées.

Les écoles ont la possibilité de devenir des laboratoires pour cette méthode pacifique et coopérative de prise de décisions et de mise en œuvre. Tout ce qu'il nous faut, c'est la volonté et la motivation de relever le défi d'aller au-delà de la démocratie.

Rosalie Bertell était enseignante à la formation aux adultes et l'auteure de *Sans danger immédiat? : L'avenir de l'humanité sur une planète radioactive* (Montréal : La Pleine Lune, 1988). Elle était présidente du International Institute of Concern for Public Health à Toronto. Mme Bertell a reçu, au parlement suédois, le Right Livelihood Award (prix Nobel alternatif) en 1986 ainsi que le prix Global 500 du Programme des Nations Unies pour l'environnement en 1993. Elle est décédée en 2012.

Nathalie Colbert est étudiante finissante au baccalauréat en traduction professionnelle de l'Université de Sherbrooke. Elle a également commencé un certificat en environnement à la TÉLUQ.